

des partis et des groupes de l'opposition démocratique.) C'est aussi le cas de la magistrature dont l'indépendance relative à l'égard du pouvoir s'est traduite par son opposition aux juridictions spéciales, chargées de la répression politique. Le militantisme démocratique de ces groupes s'exprime dans l'organisation d'une «justice démocratique». Ce comportement n'est pas exceptionnel au sein de l'administration publique, comme le prouve l'existence de «juntas démocratiques» dans divers secteurs de l'organisation de l'État. Il en est de même pour l'armée que l'on considère généralement comme le pilier du régime. Bien que les informations sur cette institution restent contradictoires, il semblerait qu'elle n'envisage pas de jouer un rôle actif, comme ce fut le cas pour l'armée portugaise. En tout cas, elle a refusé jusqu'à maintenant d'endosser toute activité répressive et policière. De plus, certains groupes de «résistance» tels que l'Union militaire démocratique, commencent à apparaître, comme le signalent les récentes arrestations et les condamnations qui les ont suivies. A l'inverse des forces paramilitaires (gardes civiles par exemple), l'union met l'accent sur le progrès économique et social, le réformisme et l'appartenance à l'Europe.

Ainsi, les forces de l'extrême droite (*Bunker*) apparaissent de plus en plus isolées mais en même temps de plus en plus actives, servant d'épouvantail à ceux qui, sous le couvert d'évolution progressive du franquisme, cherchent en définitive le maintien du statu quo. Il semble que leur dynamisme réside dans la présence de «guérilleros» (Christ-Roi de S. Covisa) particulièrement actifs à Madrid contre l'Université et la presse, d'un petit noyau de «généraux bleus» (le terme provient de leur participation à la «division bleue» qui lutta aux côtés des Nazis contre les troupes soviétiques), de la «confrérie des sous-lieutenants» de la guerre civile, des phalangistes, de la police politique et des polices parallèles. Leur position est exprimée dans *Alcazar* (quotidien catholique d'extrême droite), *Arriba* (organe phalangiste), *Pueblo et ABC* (monarchiste). Mais leur action peut prendre une autre forme, plus insidieuse, celle d'une «croisade» contre le communisme et, dans ce sens, elle rallie une partie non négligeable de la droite et du centre-droite.

Évolution ambiguë

Cette «croisade» est favorisée par les déclarations du gouvernement. Selon M. Irribarne, vice-président pour les affaires intérieures et ministre du gouvernement, le parti communiste ne sera pas légalement

reconnu. Les doutes sur la sincérité démocratique de ce parti (il en est de même pour d'autres partis, en majorité d'extrême gauche) restreindront la portée des élections générales prévues, selon M. Navarro, pour mars 1977. On pose certains gestes, on s'oriente vers certaines formes de réconciliation, rendant plus ambigu tout essai prospectif. Le retour d'exilés «historiques» comme C. Sanchez Aborno, M. Madariaga, l'apparition de nouveaux quotidiens comme *Avui* («aujourd'hui» en langue catalane) et *El País*, les premiers depuis 1939, la promulgation récente d'un décret-loi donnant une pension aux mutilés républicains de la guerre civile jouent dans ce sens. D'autres gestes, par contre, soulignent la faible marge de manœuvre laissée aux opposants: les nombreuses arrestations, tant à droite qu'à gauche, dont celles de A. Garcia-Trevijano (conseiller de Don Juan), de l'économiste Tamanes..., les pressions exercées sur des quotidiens comme *DoBlon Cambio 16*, le «bannissement» de certains hommes politiques comme le prince Hugues de Bourbon-Parme, chef des carlistes. En dépit des réformes, celle du code pénal, notamment, certains indices, comme le maintien de la loi anti-terroriste, montrent que le gouvernement Navarro reste sous l'emprise de la loi des sanctions et des exceptions. Il en est de même en ce qui concerne la réforme constitutionnelle portant sur les libertés démocratiques, la transformation des institutions et la décentralisation du pouvoir. Elles apparaissent vaines parce qu'elles sont trop lentes et insuffisantes, bien que, pour certains observateurs, elles soient l'indice d'un certain progrès. Les thèmes du gouvernement actuel que l'on peut relever dans la presse espagnole rappellent étrangement ceux utilisés par le régime franquiste: unité, souveraineté, intégrité du pays et, récemment, lors du douzième anniversaire de la création du Centre d'études supérieures pour la défense nationale (Cesedin): famille, religion, patrie. Cet «immobilisme» peut être mis en évidence par les nominations récentes des hommes de l'*Opus Dei*: M. Lopez Bravo (président de la commission des lois fondamentales aux Cortès) et M. Lopez Rodo, de même que par la composition et le rôle du Conseil du royaume présidé par M. Torreccato Fernandez Miranda (aussi président des Cortès) et du Conseil national du mouvement. A la limite, on peut se demander comment M. José M. de Areilza, ministre des Affaires étrangères et chef de file des réformateurs au gouvernement, peut, sans l'intervention du souverain, faire accepter à la droite la nécessité de réformes jugées par l'opposition démocratique comme un «minimum».